

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

F. 2003 — 1773

[C — 2003/07096]

20 MARS 2003. — Arrêté royal fixant les règles de gestion du Service de restauration et d'hôtellerie de la Défense

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001, notamment les articles 47, § 1^{er} et 67;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment les articles 14 et 15;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 décembre 2002;

Vu l'avis du Ministre des Finances, donné le 26 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 février 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté contient des dispositions relatives à la gestion budgétaire et comptable dont l'entrée en vigueur coïncide avec le début d'un exercice budgétaire et comptable, et donc avec le début d'une année civile, en l'occurrence le 1^{er} janvier 2003;

Considérant que le budget du service a été publié et est d'application depuis le 1^{er} janvier 2003;

Considérant que, pour que le Service de Restauration et d'Hôtellerie de la Défense puisse exécuter les dispositions budgétaires et comptables, il y a lieu de désigner ses organes de gestion et qu'il est donc impératif que le présent arrêté soit publié dans les délais les plus brefs pour permettre leur installation;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense, Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le service de l'Etat à gestion séparée créé, en vertu de l'article 47, § 1^{er}, de la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001, dans le but de gérer les activités de restauration et d'hôtellerie au sein du Ministère de la Défense est dénommé le « Service de Restauration et d'Hôtellerie de la Défense », en abrégé : le « SRHD ».

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « installation » : tout service du Ministère de la Défense chargé d'activités de restauration, d'hôtellerie ou de logement;

2° « le Ministre » : le Ministre de la Défense;

3° « le Ministère » : le Ministère de la Défense.

Art. 3. Sauf disposition contraire du présent arrêté, les règles relatives à la comptabilité des services d'administration générale de l'Etat s'appliquent au SRHD.

Art. 4. Les conditions de création, d'exploitation et de dissolution des installations sont fixées par le Ministre ou l'autorité qu'il désigne.

CHAPITRE II. — Du budget

Art. 5. Le SRHD établit annuellement un budget comportant les prévisions de toutes ses recettes et de toutes ses dépenses, conformément aux instructions du Ministre ou de l'autorité déléguée à cet effet.

L'année budgétaire commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 6. § 1^{er}. Les recettes comprennent :

1° les moyens financiers disponibles au début de l'année budgétaire;

2° la dotation à charge du budget général des dépenses;

3° les recettes propres du SRHD;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 1773

[C — 2003/07096]

20 MAART 2003. — Koninklijk besluit houdende de beheersregels van de restauratie- en hoteldienst van Defensie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 betreffende de organisatie van het Rekenhof;

Gelet op de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001, inzonderheid op de artikelen 47, § 1 en 67;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid op de artikelen 14 en 15;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 december 2002;

Gelet op het advies van de Minister van Financiën, gegeven op 26 december 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 4 februari 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit bepalingen bevat met betrekking tot het begrotings- en boekhoudkundig beheer waarvan de inwerkingtreding moet overeenstemmen met de aanvang van een begrotingsjaar, en dus met de aanvang van een burgerlijk jaar, zijnde in dit geval 1 januari 2003;

Overwegende dat de begroting van de dienst gepubliceerd werd en van toepassing is vanaf 1 januari 2003;

Overwegende dat, opdat de Restauratie- en Hoteldienst van Defensie de budgettaire en boekhoudkundige bepalingen kan uitvoeren, zijn beheersorganen aangewezen dienen te worden en dat het bijgevolg noodzakelijk is onderhavig besluit binnen de kortste termijnen te publiceren teneinde hun installatie mogelijk te maken;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De Staatsdienst met afzonderlijk beheer, opgericht bij artikel 47, § 1, van de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001, met als doel de restauratie- en hotelactiviteiten in de schoot van het Ministerie van Landsverdediging te organiseren wordt de « Restauratie- en Hoteldienst van Defensie » genoemd, afgekort : « RHDD ».

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « installatie » : elke dienst van het Ministerie van Landsverdediging belast met activiteiten van restauratie, hotellerie of logement;

2° « de Minister » : de Minister van Landsverdediging;

3° « het Ministerie » : het Ministerie van Landsverdediging.

Art. 3. Behoudens andersluidende beschikking in dit koninklijk besluit zijn de regels betreffende de comptabiliteit van de diensten van algemeen bestuur van de Staat eveneens van toepassing op de RHDD.

Art. 4. De voorwaarden voor oprichting, uitbating en ontbinding van de installaties worden bepaald door de Minister of door de overheid die hij aanduidt.

HOOFDSTUK II. — De begroting

Art. 5. De RHDD stelt jaarlijks een begroting op die de vooruitzichten omvat van al zijn inkomsten en uitgaven, conform aan de onderrichtingen van de Minister of van de overheid aan wie deze bevoegdheid is overgedragen.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 6. § 1. De ontvangsten omvatten :

1° de aan het begin van het begrotingsjaar beschikbare financiële middelen;

2° de dotatie ten laste van de algemene uitgavenbegroting;

3° de eigen inkomsten van de RHDD;

4° les dons et les legs éventuels.

§ 2. Les moyens financiers disponibles à la fin de l'année budgétaire peuvent être utilisés dès le début de l'année suivante pour payer des dépenses afférentes à cette année ou à n'importe quelle année antérieure.

§ 3. En application de l'article 140, 7°, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, les reports des moyens visés au § 1^{er}, 2°, sont limités à trois ans.

Art. 7. Les dépenses portent sur les sommes qui seront payées à charge du SRHD au cours de l'année budgétaire.

Le montant des dépenses ne peut dépasser le montant des recettes.

Art. 8. Le projet de budget du SRHD est soumis à l'approbation du Ministre avant le 1^{er} juin précédant l'année budgétaire et est joint au projet de budget général des dépenses.

Art. 9. L'approbation du budget du SRHD est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans la loi fixant le budget général des dépenses.

CHAPITRE III. — *Des comptes*

Art. 10. § 1^{er}. Un état cumulatif des recettes et dépenses est dressé à la fin de chaque trimestre. Par recettes, on entend les sommes encaissées au cours de l'année budgétaire. Par dépenses, on entend les paiements effectués au cours de l'année budgétaire.

§ 2. Pour les biens acquis sur les fonds propres du SRHD, il est tenu une comptabilité des matières, une comptabilité patrimoniale ainsi qu'un inventaire du patrimoine, dont les règles sont fixées par le Ministre ou l'autorité qu'il désigne.

Art. 11. A la fin de chaque année budgétaire, il est établi un compte de gestion, un compte d'exécution du budget et un état de l'actif et du passif. Le compte de gestion comprend le solde initial, toutes les opérations de recettes et de dépenses réalisées au cours de l'année budgétaire et le solde final.

Après accord du Ministre, les comptes sont transmis au Ministre des Finances avant le 31 mars de l'année qui suit l'année budgétaire en vue de leur transmission à la Cour des comptes.

La forme et le contenu des comptes sont définis par le Ministre après accord du Ministre des Finances.

CHAPITRE IV. — *Des organes et de la gestion*

Art. 12. La gestion du SRHD est assurée par une commission de gestion dont la composition, les attributions et les règles de fonctionnement sont fixées par le Ministre.

Art. 13. La comptabilité du SRHD est tenue par un comptable central qui est nommé par le Ministre et qui rend compte à la Cour des comptes.

Par installation ou groupe d'installations, il est institué un comptable local chargé des opérations financières et de rendre compte de ses opérations au comptable central. Le Ministre fixe les règles de nomination des comptables locaux.

Les attributions des comptables sont fixées par le Ministre ou l'autorité qu'il désigne.

Art. 14. Par installation ou groupe d'installations, il est constitué un comité de gestion dont la composition, les attributions et le mode de fonctionnement sont fixés par le Ministre ou l'autorité qu'il désigne.

Art. 15. Les entrées et sorties de fonds du SRHD s'effectuent à l'intervention des comptables.

Les fonds sont conservés sur des comptes financiers spécialement ouverts à cet effet.

Si les usages commerciaux l'exigent, une partie de ces fonds peut en être conservée en numéraire. Les comptables sont responsables de la garde de ces fonds.

4° de eventuele giften en legaten.

§ 2. De geldmiddelen die beschikbaar zijn op het einde van het begrotingsjaar kunnen vanaf het begin van het volgend jaar aangewend worden voor de betaling van de uitgaven die er betrekking op hebben of die betrekking hebben op elk voorafgaand jaar.

§ 3. In uitvoering van artikel 140, 7°, van de wetten op de rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, worden de overdrachten van de middelen bedoeld in § 1, 2°, beperkt tot drie jaar.

Art. 7. De uitgaven omvatten de sommen die betaald worden ten laste van de RHDD gedurende het begrotingsjaar.

Het bedrag van de uitgaven mag het bedrag van de ontvangsten niet overschrijden.

Art. 8. Het ontwerp van begroting van de RHDD is onderworpen aan de goedkeuring van de Minister voor 1 juni voorafgaand aan het begrotingsjaar en wordt gevoegd bij het ontwerp van de algemene uitgavenbegroting.

Art. 9. De goedkeuring van de begroting van de RHDD wordt bekomen door de stemming van de bepalingen die er betrekking op hebben in de wet die de algemene uitgavenbegroting vastlegt.

HOOFDSTUK III. — *De rekeningen*

Art. 10. § 1. Een verzamelstaat van ontvangsten en uitgaven wordt opgesteld op het einde van elk trimester. Onder ontvangsten verstaat men de sommen die in ontvangst genomen werden gedurende het begrotingsjaar. Onder uitgave verstaat men de uitgevoerde betalingen gedurende het begrotingsjaar.

§ 2. Voor de goederen verworven met de fondsen eigen aan de RHDD, wordt een boekhouding in waren, en een patrimoniumboekhouding bijgehouden, evenals een inventaris van het patrimonium, waarvan de regels bepaald worden door de Minister of door de overheid die hij aanduidt.

Art. 11. Op het einde van elk begrotingsjaar wordt een beheersrekening opgesteld, een rekening van uitvoering van de begroting en een staat van activa en passiva. De beheersrekening omvat het beginsaldo, alle verrichtingen van ontvangsten en uitgaven omvat die werden uitgevoerd gedurende het begrotingsjaar en het eindsaldo.

Na akkoord van de Minister worden de rekeningen voor 31 maart van het jaar volgend op het begrotingsjaar aan de Minister van Financiën toegestuurd met het oog op hun verzending aan het Rekenhof.

De vorm en de inhoud van de rekeningen worden bepaald door de Minister na akkoord van de Minister van Financiën.

HOOFDSTUK IV. — *De beheersorganen en het beheer*

Art. 12. Het beheer van de RHDD wordt verzekerd door een beheerscommissie, waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de werkingsregels bepaald worden door de Minister.

Art. 13. De boekhouding van de RHDD wordt gehouden door een centrale rekenplichtige die benoemd wordt door de Minister en die rekening aflegt aan het Rekenhof.

Per installatie of per groep van installaties, wordt een lokale rekenplichtige aangesteld, belast met de financiële verrichtingen en met het afleggen van rekening aan de centrale rekenplichtige. De Minister bepaalt de regels voor de benoeming van de lokale rekenplichtigen.

De bevoegdheden van de rekenplichtigen worden bepaald door de Minister of door de overheid die hij aanduidt.

Art. 14. Per installatie of per groep van installaties, wordt een beheerscomité samengesteld waarvan de samenstelling, de bevoegdheden en de functioneringswijze bepaald worden door de Minister of door de overheid die hij aanduidt.

Art. 15. De inkomsten en uitgaven van fondsen van de RHDD gebeuren door tussenkomst van de rekenplichtigen.

De fondsen worden bewaard op financiële rekeningen die speciaal daartoe zijn geopend.

Een deel van die fondsen kan in speciën bewaard worden wanneer het commercieel gebruik dit vereist. De rekenplichtigen zijn verantwoordelijk voor de bewaring van deze fondsen.

Art. 16. Dans les limites fixées par le Ministre et, le cas échéant, sous réserve de l'application de la législation relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le SRHD peut faire toute dépense destinée à satisfaire des besoins spécifiques à sa mission.

Il peut notamment engager du personnel ou acquérir des objets mobiliers à charge de son budget. Il peut également financer entièrement ou partiellement des activités sociales ou culturelles au profit du personnel fréquentant les installations.

Le SRHD peut directement aliéner des objets mobiliers appartenant à son patrimoine propre et prendre en recette le produit de la vente.

CHAPITRE V. — *Du contrôle*

Art. 17. Le directeur général Budget et Finances de l'état-major de la défense est chargé d'organiser le contrôle interne du SRHD.

Art. 18. Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les dossiers concernant l'achat de denrées ou de produits de consommation connexes nécessaires au fonctionnement du SRHD ne sont pas soumis, pour avis préalable, aux Inspecteurs des Finances.

Toutefois, les marchés publics visés à l'alinéa 1, dont les dossiers auraient dû être soumis à l'avis préalable des Inspecteurs des Finances en vertu des articles 14 et 15 de l'arrêté précité, peuvent faire l'objet d'un contrôle a posteriori et, éventuellement, sur place, par l'Inspection des Finances, suivant des modalités fixées de commun accord entre le Ministre du Budget et le Ministre de la Défense.

Art. 19. Les dépenses du SRHD sont exemptées du visa préalable de la Cour des comptes.

La Cour des comptes peut organiser sur place le contrôle des comptabilités et des pièces justificatives.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 20. Le SRHD reprend, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les avoirs financiers, les dettes et les créances, ainsi que le patrimoine de toutes les installations du Ministère exerçant à cette date des activités de restauration et d'hôtellerie.

Lors de l'introduction du premier projet de budget, le solde initial à y mentionner correspond à une estimation des avoirs financiers des installations visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'établissement du compte de variation du patrimoine, un inventaire est établi du patrimoine constitué par les installations visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 21. Produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2003 :

1° l'article 47, § 1^{er}, de la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001;

2° le présent arrêté.

Art. 22. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 mars 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

Art. 16. Binnen de beperkingen bepaald door de Minister en, in voorkomend geval, onder voorbehoud van de toepassing van de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, kan de RHDD alle uitgaven verrichten die noodzakelijk zijn om aan de specifieke noodzaken van zijn taak te voldoen.

Meer in het bijzonder kan hij personeel aanwerven en meubilair verwerven ten laste van zijn begroting. Hij kan eveneens sociale en culturele activiteiten ten voordele van de deelnemers aan de installaties geheel of gedeeltelijk financieren.

De RHDD mag rechtstreeks de roerende goederen die tot zijn patrimonium behoren ontvreemden en het resultaat van de verkoop in ontvangst nemen.

HOOFDSTUK V. — *De controle*

Art. 17. De directeur-generaal Budget en Financiën van de Defensiestaf is belast met het organiseren van de interne controle van de RHDD.

Art. 18. Bij afwijking van artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, worden de dossiers met betrekking tot de aankoop van levensmiddelen of aanverwante verbruiksgoederen die noodzakelijk zijn voor de werking van de RHDD niet onderworpen aan het voorafgaand advies van de Inspecteurs van Financiën.

Niettemin kunnen de in de 1ste alinea bedoelde overheidsopdrachten waarvan de dossiers in uitvoering van de artikelen 14 en 15 van het vernoemd besluit voorgelegd dienen te worden aan het voorafgaandelijk advies van de Inspectie van Financiën, het voorwerp uitmaken van een controle a posteriori, eventueel ter plaatse, volgens de modaliteiten die in gemeenschappelijk akkoord tussen de Minister van Begroting en de Minister van Landsverdediging vastgelegd worden.

Art. 19. De uitgaven van de RHDD zijn vrijgesteld van het voorafgaand visum van het Rekenhof.

Het Rekenhof kan ter plaatse de controle van de boekhouding en de rechtvaardigingsstukken uitvoeren.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangsmaatregelen en slotbepalingen*

Art. 20. Op de datum van inwerkingtreding van dit besluit neemt de RHDD alle financiële tegoeden, schulden en schuldvorderingen, evenals het patrimonium over van al de installaties van het Ministerie die op die datum restauratie- en hotelactiviteiten uitoefenen.

Bij het voorstellen van het eerste begrotingsontwerp is het initieel te vermelden saldo gelijk aan een schatting van de financiële tegoeden van de installaties bedoeld in het eerste lid.

Voor de opstelling van de rekening van de vermogenswijzingen wordt een inventaris van het vermogen opgesteld door de installaties bedoeld in alinea 1.

Art. 21. Hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2003 :

1° artikel 47, § 1, van de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001;

2° dit besluit.

Art. 22. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 maart 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS